

Les confessions et la Suisse multilingue

par Christophe BÜCHI, journaliste, Prilly

En étudiant l'histoire de la Suisse multilingue, on se rend vite à l'évidence qu'il n'est pas possible de comprendre la question des langues si on ne s'intéresse pas en même temps au christianisme et aux confessions chrétiennes en terre helvétique. Dans notre pays, les problèmes linguistiques et religieux ont toujours été imbriqués de multiples façons. La question religieuse a influencé au cours de l'histoire les relations entre les groupes linguistiques.¹ Mais si la Suisse multilingue ne peut être comprise sans référence au christianisme, pourra-t-elle survivre à une déchristianisation de notre société ? Pour ne pas susciter de faux espoirs, précisons que nous aborderons la question sans prétendre y répondre.

Si on regarde la façon dont les Suisses racontent traditionnellement leur histoire, on constate que les références religieuses y sont nombreuses. La Confédération, selon le mythe fondateur, commence avec un serment, donc avec une référence à Dieu. L'origine religieuse de cet acte originel est d'ailleurs présente dans l'appellation alémanique *Eidgenossenschaft* (*Eid* = serment) ; le terme «Confédération» ne rend qu'imparfaitement le côté solennel du concept allemand. L'autre nom allemand de la Confédération, *Bund*, ne signifie pas seulement pacte, mais alliance : sa connotation religieuse est évidente, dans la mesure où elle renvoie à l'alliance entre Dieu et les hommes. Certes, ces références au divin relèvent du mythe, mais le mythe n'est-il pas un fait réel ?

Bien sûr, si on analyse l'histoire suisse d'une façon plus sobre, il devient évident qu'elle doit davantage à la recherche humaine de puissance qu'à une quête reli-

gieuse. Le pacte fédéral de 1291 est un traité entre trois communautés alpines (Uri, Schwyz et Unterwald), visant à garantir l'ordre et la sécurité dans le pays, à une époque où l'Empire allemand est encore traumatisé par un long interrègne fait d'anarchie et d'insécurité. La fondation relève donc d'abord d'une logique sécuritaire.

Cette alliance répond aussi à un autre objectif. La politique traditionnelle des *Waldstätten* a toujours visé la restriction des droits des seigneurs féodaux du coin par l'obtention de la protection de l'empereur. En termes moyenâgeux, les Suisses ont toujours essayé d'obtenir «l'immédiateté impériale», considérant que le patron lointain est largement préférable aux sous-chefs sur place.

Les pouvoirs féodaux contre lesquels les Confédérés se sont battus étaient des monastères, comme celui d'Einsiedeln, ou alors des dynasties comme les Kybourg, les Lenzbourg et surtout les Habsbourg. Or, dès

1273, un Habsbourg, Rodolphe I^{er}, occupe le trône impérial : la politique traditionnelle des Waldstätten (jouer la carte de l'empereur contre les seigneurs féodaux) devient difficile. Raison de plus pour serrer les rangs.

Finalement, le pacte obéit à une logique économique. Au cours du XIII^e siècle, la route du Gothard a été ouverte, reliant le Nord de l'Empire allemand à l'Italie. Cette nouvelle «transversale alpine» offre des débouchés intéressants aux Waldstätten, mais commence aussi à intéresser les Habsbourgs. Dès lors, l'affrontement entre Habsbourgs et Waldstätten devient probable. Ces derniers ont donc intérêt à s'entraider.

Multilinguisme

Remarquons que la Confédération est d'abord une invention alémanique. La première porte vers la latinité n'est ouverte qu'au début du XV^e siècle, lorsque les Waldstätten, dans le but de contrôler l'axe sud du Gothard, descendent en Léventine et transforment cette vallée italienne en bailliage. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la Suisse italophone est plus ancienne que la Suisse francophone, même si elle est aujourd'hui beaucoup plus petite.

La première expansion de la Confédération se fait donc dans l'axe nord-sud (Lucerne, Zoug, Zurich, etc., et Tessin). Cela change en 1353, lorsque Berne entre dans l'alliance : le centre de gravité de la Suisse bascule alors vers l'ouest. Pour des raisons à la fois politiques, militaires et économiques, les Bernois lorgnent vers le Lac Léman et vers Genève.

L'occasion de s'y installer leur est offerte lors de la guerre contre Charles le Téméraire, duc de Bourgogne et suzerain de la maison de Savoie, seigneur d'une grande partie de la future Suisse romande. Durant le conflit qui éclate en 1474 et finit par la victoire des Confédérés, Berne et ses alliés, notamment Fribourg, occupent une grande partie du

Pays de Vaud. Après avoir obtenu une grosse somme d'argent, ils se retirent, tout en gardant quelques bailliages (Morat, Grandson, Orbe, Aigle) qui deviennent les premières têtes de pont suisses en terre francophone.

En 1481, la cité de Fribourg, bilingue, entre dans la Confédération. Cet accueil de Fribourg - et de Soleure - dans l'alliance n'était pas acquis d'avance. Ce n'est qu'après d'interminables tiraillements entre cantons ruraux et cantons citadins (le grand fossé de l'époque !) et une médiation attribuée à l'ermite Nicolas de Flue que cet élargissement est obtenu.

Mais le vrai passage d'une Confédération alémanique à la Suisse multilingue date du XVI^e siècle. La Réforme à Genève, soutenue par les Confédérés protestants et acquise par un parti genevois favorable aux Suisses appelé *eidguenots* (d'où le terme de huguenot), marque l'entrée de Genève dans la sphère d'influence suisse. En 1536, appelés à l'aide par Genève pour lutter contre la Savoie, les Bernois regagnent l'ouest et occupent de nouveau, et cette fois pour plus de deux siècles, le Pays de Vaud ; les Fribourgeois, sous prétexte de vouloir sauver la confession catholique dans une partie du moins du Pays de Vaud, participent à l'expédition ; les Valaisans occupent le Chablais. En même temps, avec l'aide de Berne, la Réforme s'impose dans les vallées sud du Jura, à Bienne et à Neuchâtel, qui deviennent en quelque sorte des protectorats des Confédérés réformés.

Des clivages qui unissent

C'est dire que la Suisse doit à la Réforme une grande partie de son influence en terre francophone. En forçant le trait, on pourrait affirmer que la Romandie est fille de la Réforme, Berne faisant office de sage-femme.

La Réforme a eu encore d'autres conséquences capitales - et à long terme bénéfiques - pour la Suisse. Elle éloigne une grande partie de la Suisse romande de la France



Les Bernois envahissent le pays de Vaud, gravure de J. Stumpf (1548).

catholique. La brouille entre Zwingli et Luther creuse Outre-Sarine un fossé entre Alémaniques réformés et Allemands luthériens, alors que les zwingliens alémaniques et les calvinistes romands finissent par s'entendre (Confessions helvétiques). Dans le camp catholique, les Alémaniques de Suisse centrale se rapprochent des Romands de Fribourg et du Valais, au-delà des frontières linguistiques.

Ainsi, la Suisse est devenue quasiment en même temps multilingue et multiconfessionnelle, et ce fut là sa grande chance. Car, de façon paradoxale, on peut dire que la division confessionnelle a unifié la Suisse. La carte confessionnelle montre un puzzle qui ignore les frontières linguistiques. Le bonheur de la Suisse est dû au fait que les clivages linguistiques et religieux, en règle générale, ne coïncident pas, mais au contraire s'entrecroisent et se neutralisent. Ce n'est que dans quelques rares régions que cette règle ne s'applique pas. Ainsi, dès le XIX^e siècle, le Jura Nord, francophone et catholique, se trouve inclus dans le canton de Berne, pro-

testant et alémanique ; ce n'est pas un hasard si cette région a valu à la Suisse le conflit ethnique le plus sérieux de son histoire.

Historiquement, ce sont les clivages idéologiques et confessionnels, et non pas le «fossé des langues», qui marquent la politique suisse. La petite guerre civile qui précède la fondation de l'Etat fédéral moderne, la Guerre du Sonderbund de 1847, oppose deux camps comprenant chacun des Suisses des différentes régions linguis-

tiques. D'ailleurs, contrairement à ce qu'on croit souvent, cette guerre n'est pas vraiment un affrontement entre protestants et catholiques, mais un conflit entre cantons radicaux et conservateurs, respectivement entre anti-cléricaux et ultramontains. Le camp conservateur est certes formé des cantons catholiques de Suisse centrale, ainsi que de Fribourg et du Valais, mais d'autres cantons catholiques, comme le Tessin et Soleure, combattent dans le camp radical. Toutefois, l'important est que ce conflit ignore les langues.

Jusque dans le milieu des années 1950, les clivages marquant la politique suisse ont donc peu à voir avec des appartenances linguistiques, mais reposent sur des oppositions idéologiques, des divergences entre régions rurales et citadines, ainsi que sur des tensions confessionnelles. Le «fossé des langues» est en quelque sorte comblé par d'autres fossés.

On peut dès lors se demander si le relâchement des liens confessionnels au cours des dernières décennies n'a pas contribué

à l'émergence de la question linguistique et du fameux *Röstigraben*. En diminuant les frontières entre catholiques et réformés, l'œcuménisme a contribué à homogénéiser les régions linguistiques et, involontairement, à renforcer par un jeu de bascule les identités linguistiques.

Fin du lien religieux ?

A l'avenir aussi, l'œcuménisme ou, pour être plus précis, l'indifférence croissante en matière de religion et de confession pourrait poser un problème à la Suisse multilingue. En distendant les vieux liens de solidarité entre coreligionnaires de différentes langues et en affaiblissant les vieilles identités confessionnelles, la montée des «sans confessions» risque de faire le lit d'autres conflits idéologiques, ethniques et linguistiques.

Mais il y a un risque plus grave encore. Si dans notre pays la paix des langues a été maintenue jusqu'à nos jours, c'est que les groupes linguistiques partageaient, sans parfois s'en rendre compte, un stock de valeurs communes, appelées traditionnellement «valeurs suisses». Elles s'appellent «démocratie directe, fédéralisme, concorde, tolérance», etc. Or ce sont essentiellement des valeurs chrétiennes (nous entendons par là qu'elles sont essentielles au christianisme, non pas qu'elles soient exclusivement chrétiennes). Un autre «stock» d'attitudes typiquement helvétiques relève de ce que le sociologue Max Weber a appelé «l'éthique protestante» : ponctualité, assiduité, frugalité, etc.

Que ces valeurs dites helvétiques ne soient pas toujours appliquées ne change rien au constat : elles ont longtemps contribué à cimenter une «communauté imaginaire», permettant de créer un consensus social au-delà des frontières culturelles et linguistiques.

Si la déchristianisation de la société helvétique continue de s'avérer, qu'advientra-

til de ces valeurs et de ce consensus ? Certes, les pays occidentaux essaient de définir de nos jours des règles de base dites «laïques» - multiculturalisme, démocratie, etc. - censées se substituer à l'éthique chrétienne en tant que garantes de la vie et de la paix civile. On espère qu'un code basé sur les droits de l'homme pourra devenir la base d'un nouveau contrat social, dans une société qui se définirait alors sans référence au christianisme ; mais on oublie trop souvent que les droits de l'homme constituent le résultat d'une vieille tradition à laquelle le christianisme - comme le judaïsme et l'islam - ont largement contribué.

Se pose alors une question épineuse. Le maintien d'un consensus social basé sur les droits de l'homme et reposant sur des principes «laïques» - respect des différences culturelles, démocratie, etc. - est-il pensable à la longue sans le socle religieux sur lequel ces principes reposent ? C'est de la réponse à cette question que dépend l'avenir des sociétés démocratiques et en particulier la survie d'un pays multilingue comme la Suisse.

C. B.

¹ **Christophe Büchi**, *Mariage de raison - Romands et Alémaniques : une histoire suisse*, Zoé, Genève 2001 (voir **choisir** n° 505, janvier 2002, p. 44).

Retraite avec Bruno Fuglistaller s.j.

Suivre le Christ dans ma vie

du 11 au 18 mai
à Notre-Dame de la Route
Villars-sur-Glâne FR

Renseignements et inscriptions :
☎ 026 409 75 00